

Avis n° 03-233 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 6 février 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002203 relative à la commercialisation de l'offre " Atout RPV Tarifs Equilibre "

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue le 22 janvier 2003 ;

Après en avoir délibéré le 6 février 2003,

I. Objet de la décision tarifaire

Par cette décision tarifaire, France Télécom prévoit la commercialisation d'une offre dénommée " Atout RPV Tarifs Equilibre ".

Cette offre s'adresse aux titulaires de contrats d'abonnement " Professionnel Présence " ou " Professionnel Numéris ". Elle fait partie de la gamme " Atout RPV Tarifs " de France Télécom dont les options tarifaires sont destinées à des clients multisites ayant notamment une proportion importante de trafic interne.

L'option " Atout RPV Tarifs Equilibre " suppose le paiement de frais d'accès au service et un abonnement mensuel gratuit.

Elle donne droit à différentes réductions par rapport au " Tarif Equilibre " de France Télécom. Le " Tarif Equilibre " correspond à une tarification spécifique pour les communications téléphoniques nationales et internationales sur la base d'un prix d'établissement d'appel et d'une facturation à la seconde dès la première seconde et sans modulation horaire.

Par rapport à cette tarification spécifique, l'option " Atout RPV Tarifs Equilibre " permet de combiner différentes catégories de réductions :

- une réduction dite " réseau " portant sur l'ensemble des communications émises par le client, dont les différents taux dépendent du volume bimestriel de trafic enregistré ;
- une réduction sur le prix des communications dites " internes " passées entre les sites déclarés par l'entreprise, dont les taux sont de 20 % pour les communications internes nationales et de 15 % pour les communications internes internationales.
- deux options par site sont également prévues, sous le nom de " prix de communications spécifiques " et sont soumises à frais d'accès : une remise de 10 % et une remise de 15 % peuvent être accordées dès lors que certains seuils respectifs de consommation bimestrielle par site sont atteints.

Cette option se décline selon trois types de contrats en fonction des segments de trafic local, longue distance, global (ce segment englobe les deux précédents).

II. Analyse de l'Autorité

L'Autorité a vérifié dans quelle mesure les niveaux de recette résultant de la mise en œuvre de l'option " Atout RPV Tarifs Equilibre " s'avèrent compatibles avec les coûts d'un opérateur alternatif, réputé efficace, souhaitant commercialiser une offre équivalente tout en ayant recours au service d'interconnexion de France Télécom.

Elle a évalué les taux de réduction maximaux pouvant être accordés par rapport à la grille de prix du tarif équilibre sans générer un risque d'effet de ciseau tarifaire vis-à-vis d'opérateurs alternatifs.

Compte tenu de la progressivité des remises que supposent les options tarifaires de la gamme " Avantage Volume ", les taux de réductions admissibles ont été calculés, dans un premier temps, pour des " petits sites " d'entreprises clientes, dont la collecte de trafic suppose pour un opérateur alternatif le recours à une prestation d'interconnexion de France Télécom et pour des " grands sites ", dont le volume de trafic justifie une collecte par raccordement direct. Dans un deuxième temps, pour tenir de la diversité des offres de France Télécom et de la diversité des clients potentiels,

L'Autorité a évalué les effets de ces offres sur plusieurs clients qui lui semblaient représentatifs. En particulier, elle a analysé la situation :

- d'un très grand client, c'est-à-dire qui bénéficie du taux maximum de remise *réseau*, avec un trafic collecté à la fois sur des petits sites et sur des grands sites ;
- afin de mesurer l'effet des remises *site*, d'un client qui bénéficierait de ces offres pour un nombre limité de grands sites, les autres sites de l'entreprise pouvant être couverts par d'autres offres de France Télécom ou d'opérateurs tiers ;
- afin de mesurer l'effet de l'abaissement des seuils permettant d'obtenir des remises *site*, d'un client qui bénéficierait de l'offre pour plusieurs sites collectés via l'offre d'interconnexion de France Télécom.

L'Autorité considère ainsi que les taux de réduction maximaux applicables aux tarifs de l'offre " Tarif Equilibre " sont les suivants :

Pour les communications locales, les taux maximaux applicables aux tarifs de l'offre " Tarif Equilibre " sont de :

- 26 % pour le trafic issu des " petits sites ",
- 35 % pour le trafic issu des " grands sites ".

Pour les communications interurbaines, ces taux sont de :

- 46 % pour le trafic issu des " petits sites ",
- 52 % pour le trafic issu des " grands sites ".

L'Autorité a par ailleurs calculé les taux de remise auxquels peut conduire le cumul des différentes réductions accordées par l'option " Atout RPV Tarifs Equilibre " telle que proposée dans la présente décision tarifaire. Pour chaque catégorie de trafic – local, interurbain et international – elle a tenu compte d'un taux de communications " internes ", entre sites déclarés, caractéristique de la structure de consommation des clients souscrivant à ce type d'options.

Au terme de son analyse, elle considère que l'offre " Atout RPV Tarifs Equilibre " est susceptible de générer certains effets de ciseau tarifaire.

III. Conclusion

L'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2002203 de France Télécom en raison des risques d'effet de ciseau tarifaire susmentionnés que l'offre " Atout RPV Tarifs Equilibre " est susceptible d'introduire vis-à-vis d'opérateurs tiers. Elle est toutefois disposée à examiner favorablement toute nouvelle proposition de France Télécom portant sur cette offre qui ne comporterait plus de tels risques.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 2003

Le Président

Paul Champsaur